

# Chameleon Technology

## Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

*Date de la contribution : 04/01/2022*

### Introduction

Cette réponse est un travail commun entre les entreprises :

My Energy Manager : Antony Parsons ([antony@myem.fr](mailto:antony@myem.fr)), et

Chameleon Technologies : Dorian Ennequin ([dorian.ennequin@chameleontechnology.co.uk](mailto:dorian.ennequin@chameleontechnology.co.uk))

## 2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

**Question 1 :** Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

Nous trouvons le déploiement plutôt efficace dans l'ensemble.

## 3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

**Question 2 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Oui

Commentaire :

Oui, nous sommes d'accord avec la CRE sur le fait que peu de nouveaux services pour le consommateur ont vu le jour grâce au Linky.

Bien que le projet Linky soit clairement un succès côté Enedis, cela est moins visible pour le consommateur final. Nous estimons que la première raison de ce manquement est l'impossibilité pour un consommateur de suivre sa consommation en temps réel. La mise en place d'outils de suivi, particulièrement d'afficheurs déportés permettrait de combler cette lacune. Il est souhaitable que la communication autour du Linky puisse mettre en avant ces types de solutions. Les solutions connectées directement au Linky et capables de relever l'ensemble des informations accessibles (plages tarifaires, puissance souscrite, ...) sont mieux placées pour éviter des écarts de donnée et pour enrichir l'expérience utilisateur.

L'expérience montre que les fournisseurs d'énergie sont hésitants à utiliser les nouvelles fonctionnalités. Par exemple, concernant l'offre Linky "Plus souples" avec un choix au pas de 1kVA ne semble être utilisé par les fournisseurs.

Nous pensons qu'un nouveau type d'acteur prendra progressivement de la place dans le paysage énergétique. Des entreprises de services digitales, capables d'apporter des solutions digitales associés au compteur Linky et par leur indépendance capable de se mettre au service des consommateurs dans un rôle de libre arbitre par rapport aux fournisseurs.

### 3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

**Question 3 :** Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Oui

Commentaire :

Nous sommes favorables au fait de faire porter ces coûts par les consommateurs les générant.

# Chameleon Technology

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Favorable

**Question 5 :** Que pensez-vous des montants proposés ?

Nous n'avons pas les éléments nécessaires pour estimer les coûts associés mais en appuyant sur les éléments d'ENEDIS un montant d'environ 50 €/an semble raisonnable.

## 4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables aux indicateurs proposés mais nous rappelons que ces données sont également mises à disposition des entreprises de services qui ont reçu l'autorisation de l'utilisateur. Dans ce contexte la mesure des indicateurs doivent prendre en compte l'ensemble des utilisateurs et pas que les fournisseurs.

**Question 7 :** Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

Globalement l'utilisation du service DataConnect d'ENEDIS présente plusieurs difficultés :

- Pour les utilisateurs, la complexité de connexion et plus particulièrement la difficulté d'obtenir un identifiant fait en sorte que les utilisateurs potentiels ne vont pas au bout de la démarche. Par exemple en cas de facture au nom de « M et Mme » il est impossible d'utiliser un moyen d'identification nominatif se connecter. Il est nécessaire de demander un code de connexion par courrier à ENEDIS, un processus qui prends plusieurs jours, voire semaines.
- Pour les entreprises qui exploitent les données par API, même si le service s'améliore régulièrement il reste des instabilités, particulièrement des périodes d'indisponibilités des données qui parfois dépasse les 24hr. Le CRE pourrait définir avec ENEDIS un indicateur de la disponibilité des APIs et des temps de réactivation en cas de panne.

## 4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

**Question 8 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 9 :** Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

La télé-information est un vrai sujet et nous avons une vraie connaissance du sujet puisque nous avons développé un ERL (Emetteur Radio Local). Pour nous ce sujet est à lier au service final que l'on veut pour le consommateur.

De notre point de vue, le vrai point négatif sur le projet Linky est que le consommateur n'a pas été considéré dans le développement et déploiement de la solution. Au final le consommateur n'a pas vu l'intérêt direct du Linky, nous pensons que les raisons sont :

- Un manque d'information pour le consommateur lors de l'installation du Linky
- Le choix de ne pas avoir conçu en même temps que le Linky une solution pour suivre en temps réel les consommations. A titre d'exemple au Royaume-Uni le compteur intelligent est installé avec un afficheur de consommation. Cet afficheur a ses avantages et inconvénients mais a permis aux consommateurs de comprendre directement l'intérêt d'un "compteur intelligent"

La TIC en elle-même peut aussi être un frein à l'innovation. En effet l'alimentation disponible via la TIC pour alimenter un ERL est limitée tout comme l'espace disponible pour installer l'ERL au sein du Linky. Même si nous n'imaginons pas de refaire la spécification des Linky, il est

# Chameleon Technology

important qu'ENEDIS veille sur le bon respect des spécifications actuelles particulièrement pour l'alimentation des ERLs

L'utilisation des ERLs commence à rentrer dans les réglementations énergétiques en France (décret tertiaire, décret chèque énergie pour des foyers en situation de précarité, fiches de certificats d'économie d'énergie...), mais sans un encadrement cohérent. Il est très important d'aller vers une spécification des fonctionnalités des ERLs et les types de données disponibles pour les consommateurs. Ce travail permettra de générer des gains importants dans la durée pour les consommateurs et pour la collectivité. Sinon on risque de laisser la possibilité à des acteurs à qui la législation impose la mise en place de solutions de fixer des solutions trop simples pour limités leurs dépenses ou augmenter leurs marges. Par exemple :

- Les cadres législatives ne donnent aucune exigence technique sur l'ERLs. Par exemple un système simple communiquant uniquement en local avec un téléphone portable pourrait donner une solution très économe mais enlève la possibilité d'utiliser les données centralisées, essentiel pour suivre à distance sa consommation, établir des alertes en cas de dépassement et la mise en place des algorithmes d'IA capables de créer de l'information utile pour les utilisateurs (veille de performance des équipements, calcul des dépenses de chauffage en fonction de température, ...)

- Comment assurer la mise disposition des données lorsque la distance entre l'utilisateur et le compteur Linky est importante ; compteur en limite de la propriété ou en sous-sol par exemple.

Aucun objectif de déploiement n'est donné aux fournisseurs. Les foyers en précarité énergétique sont souvent situés dans des maisons anciennes dont le compteur peut être localisé en limite de propriété ou dans un sous-sol.

Sans objectif de déploiement et sans spécification technique il est fort possible que les fournisseurs développent une solution la plus intéressante économiquement et qui ne pourra être proposée qu'à petite partie des foyers éligibles.

Concernant le mode standard ou historique de la TIC. Nous pensons qu'il faut inciter les fournisseurs à basculer vers le mode standard. Aujourd'hui la TIC est mise en mode historique par défaut. Nous pensons que les LINKY doivent être déployer en mode standard et/ou il sera possible pour des entreprises de services (en plus des fournisseurs) de demander à ENEDIS la bascule en mode standard avec l'accord des utilisateurs.

Par conséquent le décret 2021-608 du 19 mai ou les entreprises en recherche d'ERL nous imposent d'avoir un ERL compatible avec les 2 modes. Le mode historique complexifie largement la solution finale puisque la date et l'heure ne sont pas transmises dans ce mode.

Pour conclure sur l'utilisation de la TIC et le déploiement d'ERL, nous pensons que ce sujet devrait être approfondi en prenant en compte :

- **Le bénéfice final pour l'utilisation**

- **Le sujet de la précarité énergétique.** C'est un gros sujet qui va avec la rénovation des bâtiments. Nous pensons que des solutions communiquant avec un ERL (ex: afficheur déporté) pourraient aussi servir à fournir des données sur l'isolation des bâtiments en fusionnant les données de consommation et la température int/ext.

- **L'interopérabilité.** De plus en plus de systèmes souhaitent récupérer les données de la TIC pour optimiser la consommation/production. Ce besoin va augmenter avec l'augmentation des chargeurs de véhicules électriques. Avoir un ERL interopérable avec plusieurs systèmes et constructeurs semble important

## 4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Défavorable

Commentaire :

Il nous semble prémature de fixer des indemnités mais il pourrait être considéré en fonction du nombre de réclamations clients par la suite. Aujourd'hui la relation consommateur/ENEDIS est quasiment inexistante. La plupart des interactions du consommateur passe par les fournisseurs qui risque de compliquer le traitement des indemnités.

**Question 11 :** S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

